

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

Sommaire

DOCTRINE

Philippe Auvergnon : L'intervention médiatrice de l'administration du travail dans les conflits collectifs.

Francis Saramito : Au sujet de "L'entreprise et les libertés du salarié", de Philippe Waquet.

DOCUMENT

Les nouveaux usages du licenciement pour motif personnel (Dares - Premières synthèses).

JURISPRUDENCE

Voir notamment :

La faute inexcusable de l'employeur à l'égard d'un salarié employé sous CDD et affecté à un poste à risques.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 février 2003 - Note Patrick Leroy (p. 517)

Le changement du lieu de travail ne constituerait une modification du contrat de travail que si son immutabilité a été prévue par une clause expresse.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 juin 2003 - Note Pascal Moussy et Francis Saramito (p. 527)

La convocation de l'ensemble des organisations syndicales représentatives, pierre angulaire d'un droit de la négociation collective.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 septembre 2003 - Note Catherine Thomas (p. 529)

Fichage des activités syndicales d'un magistrat et composition du dossier administratif.

Conseil d'Etat 25 juin 2003 - Note Alberto Puppo (p. 532)

Le juge judiciaire n'est pas compétent pour ordonner la réquisition du salarié gréviste.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 février 2003 ; Tribunal de grande instance de Toulouse (référé) 4 juin 2003 - Note Francis Saramito (p. 533)

La réquisition de salariés grévistes par le préfet : à quelles conditions ? (Affaire *Clinique du Parc*)

Tribunal administratif d'Orléans (référé) 25 novembre 2003 - Note Arnaud de Senga (p. 537)

Le recours à l'intérim de longue durée devant le juge pénal.

Tribunal de grande instance de Briey (Ch. Correc.) 12 mars 2003 - Note Romain Marié (p. 544)

CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES



REVUE JURIDIQUE DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL

263, RUE DE PARIS, 93516 MONTREUIL CEDEX - www.cgt.fr

Table des Matières

DECEMBRE 2003

Doctrine :

L'intervention médiatrice de l'administration du travail dans les conflits collectifs par Philippe Auvergnon , Directeur de recherche CNRS	501
Au sujet de "L'entreprise et les libertés du salarié" de Philippe Waquet, par Philippe Saramito	510

Document :

Les nouveaux usages du licenciement pour motif personnel	511
--	-----

Jurisprudence :

ACCIDENTS DU TRAVAIL – Faute inexcusable de l'employeur – Indemnisation complémentaire – Récupération par la Caisse – Action contre la personne morale employeur (oui) – Action contre le dirigeant social (non) COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 31 mars 2003	517
ACCIDENTS DU TRAVAIL – Faute inexcusable – Victime employée sous CDD – Absence de formation à la sécurité – Poste de travail dangereux – Présomption de faute non renversée. COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 6 février 2003	517
Note Patrick Leroy	518
CONTRAT DE TRAVAIL – Harcèlement moral – Salarié ayant dénoncé des propos racistes – Mise à l'écart et brimades – Pressions patronales par sanctions disciplinaires et examen d'office par la médecine du travail – Indemnisation du préjudice moral et de carrière. COUR D'APPEL DE PARIS (18e Ch. D) 16 septembre 2002	520
CONTRAT DE TRAVAIL – Harcèlement moral – Salarié protégé – Licenciement autorisé par l'inspection – Intervention administrative n'écartant pas la compétence judiciaire pour apprécier les fautes patronales dans l'exécution du contrat – Détérioration grave et rapide des conditions de travail. COUR D'APPEL DE VERSAILLES (17e Ch. Soc.) 5 juin 2003	523
Note Sandra Renda	524
CONTRAT DE TRAVAIL - Mesure patronale de réorganisation - Sanction disciplinaire déguisée - Changement horaire ayant une incidence sur la vie personnelle du salarié - Absence de procédure disciplinaire constituant un trouble manifestement illicite - Reprise du travail aux conditions initiales. CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE PARIS (Référé) 4 mars 2003	525
CONTRAT DE TRAVAIL – Modification – Mention du lieu de travail ayant valeur d'une simple information à moins qu'il ne soit stipulé par une clause claire et précise que le salarié exécutera son travail exclusivement dans ce lieu. Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 3 juin 2003	527
Deuxième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 3 juin 2003	527
Note Pascal Moussy et Francis Saramito	527
CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS - Conventions et accords de branche – Nécessité de la participation de tous les syndicats représentatifs à la négociation. COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 17 septembre 2003	529
Note Catherine Thomas	529

ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ – Assurance garantissant le paiement du salaire en cas d’insolvabilité de l’employeur – Salarié employé en France par l’entreprise d’un Etat non membre de l’Union européenne et objet d’une procédure collective ouverte dans cet Etat – Garantie de l’AGS subordonnée à l’exequatur de la décision étrangère.

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 3 juin 2003 531

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS – Droit syndical – Magistrat – Dossier administratif – Composition – Eléments relatifs à son activité syndicale – Condition – Nécessité de gestion administrative.

CONSEIL D’ETAT (6e et 4e ss-sect.) 25 juin 2003 532

Note Alberto Puppo 532

GRÈVE – Prévention des dommages susceptibles d’être éventuellement causés à l’occasion d’un arrêt de travail – Pouvoirs du juge des référés : impossibilité de se substituer à l’autorité administrative pour réquisitionner des grévistes ou interdire la mise en place de barrages routiers (deux espèces).

Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 25 février 2003 533

Deuxième espèce : TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE TOULOUSE (Référé) 4 juin 2003 534

Note Francis Saramito 535

GRÈVE – Réquisition – Pouvoirs accordés au Préfet par l’art. L. 2215-1 4e Code général des collectivités territoriales – Exercice – Conditions.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF D’ORLEANS (Référé) 25 novembre 2003 537

Note Arnaud de Senga 537

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Lettre de rupture – Motivation multiple – Non-réalisation d’objectifs – Absences et retards – Tenue vestimentaire inadéquate – Expression inconvenante – Absence de cause réelle et sérieuse.

COUR D’APPEL DE NIMES (Ch. Soc.) 15 avril 2003 540

Note Nathalie Bizot 542

TRAVAIL TEMPORAIRE - Cas de recours - Accroissement d’activité - Secteur automobile - Lancement d’un nouveau véhicule s’inscrivant dans le cycle prévisible de production - Infraction.

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE BRIEY (Ch. Correc.) 12 mars 2003 544

Note Romain Marié 545